

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 29/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

LUANCE

rue de la ronde
42153 Riorges

Références : UID4243-EAR-23-316
Code AIOT : 0006109086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement LUANCE implanté rue de la ronde 42153 Riorges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUANCE
- rue de la ronde 42153 Riorges
- Code AIOT : 0006109086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Luance située à Riorges exploite un entrepôt de 4 cellules de stockage de 3000m². Elle stocke des accessoires de décoration de portes et fenêtre. La société dispose d'autres entrepôts de stockage non-ICPE

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie
- eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4	/	Sans objet
5	voies engin	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2	/	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	/	Sans objet
7	charge des batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les simulations Flumilog n'ont pas été réalisées dans les conditions réelles d'exploitation.

Le logiciel indiquant l'état des stocks à l'instant t gère les stocks des 3 entrepôts de stockage de la société et ne permet pas une extraction de l'état des stocks du site de Riorges.

Certains comptes-rendu de vérification des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mentionnent des non-conformités et l'exploitant ne dispose pas de registre maintenance permettant de vérifier que ces non-conformités ont été prises en compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.
Constats : La modélisation des effets thermiques d'un incendie réalisés dans le dossier n'étaient plus à jour, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle modélisation FLUMILOG en avril 2022. L'inspection a constaté que les conditions de stockages actuelles du site pour la cellule n°1 ne respectent pas les conditions prises pour réaliser la modélisation. En effet, des racks, qui devraient être situés à 12 m du mur séparant la cellule n°1 des bureaux sont très proches de ce mur. L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que les organes de détection et de défense intérieure et extérieure contre l'incendie sont établis et dimensionnés (voies engins, voies échelles, débits disponibles en eaux d'extinction, volumes d'eaux à retenir pour éviter toute pollution des milieux naturels) au dépôt du dossier "enregistrement" sur la base des modélisations fournies. Ainsi, si les conditions de stockage sont modifiées, les systèmes de détection et de défense se trouvent potentiellement inadaptés voire inutilisables (par exemple, une voie pompiers qui serait sous des flux thermiques à effets létaux ne peut être empruntée par les personnels et engins de secours). De même, l'exploitant doit justifier qu'aucun effet thermique létaux (5kW/m^2) ne sort des limites de propriété. Si des effets thermiques létaux sortent des limites de propriété des dispositions constructives (mur ou merlon coupe-feu) et/ou organisationnelles (retrait des stockages à l'intérieur des cellules) doivent être mises en oeuvre pour corriger cette non-conformité. Si des effets thermiques irréversibles sortent des limites de propriété, un porté à connaissance "Urbanisme" doit être établi à l'attention de la collectivité compétente en matière d'urbanisme pour limiter la constructibilité des terrains concernés si l'exploitant ne dispose pas de leur maîtrise foncière.
Observations : Les modélisations Flumilog des effets thermiques d'un incendie de cellule sont à refaire selon la configuration réelle des stockages ou les racks situés trop près du mur de séparation des bureaux et de la cellule n°1 sont à reculer de 12m de ce mur. Si l'exploitant choisit de réaliser une nouvelle modélisation flumilog, alors : -Si des effets létaux(5 kW/m^2) sortent des limites de propriété, l'exploitant proposera les dispositions qu'il compte mettre en oeuvre pour corriger cette non-conformité ainsi qu'un échéancier de réalisation -Si des effets irréversibles (3 kW/m^2) sortent des limites de propriété, l'exploitant fournira à l'inspections tous éléments cartographiques utiles pour qu'un porté à connaissance "urbanisme" puisse être établi à l'attention de la collectivité compétente aux fins de maîtrise de l'urbanisation sur les zones concernées. -Si des effets irréversibles atteignent des voies engins, des voies échelles, des poteaux incendie, ou autres moyens requis pour la défense extérieure contre l'incendie, l'exploitant prendra toute disposition pour rendre ces équipements disponibles et utilisables sans risque pour les secours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks peut-être sorti à n'importe quel moment pour les 3 sites du groupe (celui de Riorges, et 2 autres sites de stockage non-icpe) depuis un ERP (colibase) .Le stockage au moment de l'inspection était de 3659 tonnes pour les 3 sites. L'exploitant n'est pas capable de réaliser une extraction permettant d'isoler les quantités stockées sur le site ICPE de Riorges. Il n'a pas été donc en capacité de nous donner son état des stocks sur le site le jour de l'inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant enverra son état des stocks sur son site de Riorges dans un délai de 1 mois à l'inspection et toujours dans ce délai, il mettra en place un outil permettant d'extraire les stocks de chacun des sites afin de justifier que le stockage ne dépasse pas les 2050 tonnes comme prévu dans son arrêté d'enregistrement et afin de pouvoir, en cas d'incendie sur le site informer les pompiers des quantités stockées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport d'analyse des eaux pluviales date de 2011. Il montre que les eaux pluviales respectent les conditions ci-dessus.</p> <p>Le site dispose de 2 séparateurs hydrocarbures sur le réseau d'eaux pluviales, avant leur rejet au milieu. L'exploitant a fourni à l'inspection un plan des réseaux localisant ces séparateurs et les a montrés à l'inspection.</p>

Le contrôle et le nettoyage des séparateurs est réalisé régulièrement.
Observations : L'exploitant réalisera une nouvelle analyse des eaux pluviales dans un délai de 6 mois et enverra le rapport à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Le jour de l'inspection un camion de livraison stationnait devant une voie pompiers empêchant l'accès des services d'incendie et de secours à cette voie.
Observations : L'exploitant devra signaler au sol les zones où les véhicules ne doivent pas s'arrêter et stationner et envoyer un justificatif à l'inspection dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : voies engin

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, voies engins
Prescription contrôlée : Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins.
Constats : Le site dispose d'une voie engin respectant les conditions ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée : Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m2 ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.
Constats : Les stockages qui ont été vus lors de l'inspection semblent respecter ces conditions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : charge des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, charge des batteries
Prescription contrôlée : La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.
Constats : La charge des batteries se fait dans un local dédié pourvu de moyens de détection de l'émanation d'hydrogène, de l'incendie et d'une grille de ventilation. Ce local est séparé de la cellule la plus proche par un mur coupe feu et une porte coupe-feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Les dernières vérifications des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont récentes et l'exploitant dispose d'un tableau de bord permettant de programmer tout au long de l'année ces vérifications. Q4: La dernière vérification périodique des extincteurs Q4 a été réalisé le 6 mars 2023. Le compte-rendu indique que l'installation est conforme. Q5: Le dernière vérification périodique des RIA et postes incendie additivés Q5 a été réalisé le 23 mai 2023 et indique 2 non-conformités dans la cellule n°1 : -diffuseur n°4 à remplacer -RIA n°7 à remplacer. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir changé le diffuseur n°4 et avoir réparé le diffuseur n°7 mais ne dispose pas de registre de maintenance permettant de justifier ces actions.

Q7:

La dernière vérification périodique de la détection automatique d'incendie SDI et CMSI Q7 a été réalisé le 26 mai 2023. Le compte-rendu indique un dysfonctionnement SDI et CMSI

Le rapport joint à ce compte-rendu précise que l'évacuation est partiellement fonctionnelle et que des actions sont à prévoir:

-remplacer la face avant du Z50/74 qui est dans la chaufferie et son libellé.

-dépanner la porte SAS de l'entrée qui se verrouille en position fermée alors qu'elle devrait se verrouiller en position ouverte.

Le rapport précise aussi que les tests des nouvelles batteries SDI/CMSI n'ont pas pu être réalisées car impossible de refaire sonner.

L'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection que les actions demandées ont été réalisées.

Observations :

L'exploitant mettra en place un registre maintenance permettant de justifier toutes les interventions mises en place dans un délai de 1 semaine.

Les vérifications Q5 et Q7 devront être reprogrammées dans un délai de 6 mois maximum afin de vérifier rapidement que les non-conformités relevées ont été réglées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. « Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. »

Constats :

Le compte -rendu de la vérification périodique réalisée le 11/04/23 indique que l'installation électrique du site ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou explosion.

Le compte-rendu périodique du risque foudre du 07/10/22 indique qu'une prise de terre n'a pas pu être vérifiée à cause de l'inaccessibilité du regard.

Observations : L'exploitant enverra à l'inspection le prochain rapport foudre, qui permettra de justifier que la prise-de-terre a bien été rendue accessible dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois